

Table ronde: «Le livre noir du communisme»

Ouverture des archives et renouvellement de l'historiographie soviétique

Alain Blum, Institut National d'Etudes démographiques, et Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales.

Yves Cohen, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Nicolas Werth, C.N.R.S. (Institut d'Histoire du Temps Présent).

En quoi l'ouverture des archives depuis quelques années a-t-elle renouvelé l'histoire de l'URSS à ses débuts?

Nicolas Werth: Je dirais qu'il y a sur ce point deux positions extrêmes: les ignorants pensent qu'il y a eu une révolution totale, les paresseux disent que ça ne change rien et que tout avait été dit avant; mais qu'au fond la vérité est quelque part entre les deux. Je pense qu'il y a une révolution documentaire, qui ne signifie pas nécessairement d'ores et déjà révolution historiographique. Pour comprendre le contexte, il faut se rendre compte que l'histoire soviétique était dans une situation tout à fait particulière dans l'histoire contemporaine: il y avait des débats théoriques, historiographiques extrêmement avancés, bien plus que les recherches empiriques, parce que pendant très longtemps les archives avaient été fermées. Il me semble que depuis l'ouverture des archives on est un peu sorti des débats d'école, en se rendant compte que l'accès aux archives multipliait les angles d'approche, les niveaux d'analyse, permettait de nuancer, de repérer un grand nombre d'acteurs à l'oeuvre, de se placer sur de nouveaux observatoires.

Yves Cohen: Sur les grands domaines on ne constate pas de bouleversement fondamental, mais l'afflux d'archives qu'on commence à peine à explorer crée pour le travail d'historien des conditions nouvelles. Avoir d'un seul coup à notre disposition des millions de dossiers documentaires, c'est quelque chose d'extrêmement neuf. Pour les jeunes historiens, il n'y a pas de champ plus extraordinaire. Même si on ne renouvelle pas les grandes hypothèses historiques - elles sont largement confirmées dans l'ensemble - une telle variété de documentation permet de poser des questions en finesse tout à fait nouvelles. Cela va de problèmes aussi variés que le nombre et la puissance - qui se révèlent très importants - des révoltes paysannes contre la collectivisation forcée jusqu'aux pratiques de la dénonciation dans les collectifs de travail. Cela est particulièrement remarquable par exemple à propos des relations de travail entre dirigeants: on a des documents d'une richesse exceptionnelle comme les sténogrammes de réunions à beaucoup de niveaux, dans les entreprises, dans les organes de gouvernement, etc., Cela permet d'étudier quantité de formes de fonctionnement, de formes de relation, de pratiques, de logiques de choix, de logiques d'action qui sont accessibles de façon probablement unique dans le paysage historiographique général, et donc de renouveler considérablement les questions posées par l'histoire.

Alain Blum: De nombreux domaines qui n'étaient pas abordés le sont maintenant. L'historiographie soviétique était plutôt dominée par une approche en termes de système, une approche politique même s'il y avait des approches sociales, et là, les historiens sont conduits à suivre des chemins tout à fait nouveaux. La compréhension fine du fonctionnement de ce système - qui était d'ailleurs quasiment inexistante - a été profondément renouvelée. Cela a fait éclater des modèles simplificateurs, provisoirement d'ailleurs, car je crois qu'il y aura sans doute à nouveau un débat pour élaborer des modèles globaux. Actuellement, cependant, les historiens s'écartent plutôt de tels modèles pour mieux comprendre les mécanismes et cela amène à étudier les logiques locales, les logiques de relations interpersonnelles qui font fonctionner le système, questions qui étaient absentes ou traitées de façon complètement schématique et qui maintenant sont vraiment au centre des travaux historiographiques. Après une première phase de mise au point de ce qu'on connaissait, une sorte de quantification, de mesure de l'ampleur, de meilleure compréhension des acteurs, il y a aujourd'hui une banalisation de l'historiographie, pas de l'histoire elle-même mais des outils de l'histoire soviétique; le travail des historiens s'insère dans les mêmes cadres théoriques que pour d'autres histoires, on fait une histoire sociale, locale ou générale, on fait une histoire politique qui s'intéresse autant aux relations interpersonnelles qu'aux personnes en présence. Il y a là un renouvellement très profond. Cela dit, cette «banalisation» est limitée parce qu'en même temps les sources d'archives sont un peu uniques. Il y a une quantité d'archives, d'abord qui arrive brutalement, et qui, en plus, n'a sans doute pas d'équivalent ailleurs: les nombreux compte-rendus de réunions de commissions, du Politburo, de réunions locales, de cellules du parti, ... constituent une source unique et on peut faire une histoire qu'on ne peut pas faire ailleurs. On arrive beaucoup mieux à comprendre, à décoder le jeu des différentes personnes et à évaluer la place des individus dans cette histoire. Il y a quand même un bouleversement dans l'historiographie.

Yves Cohen: Justement, je pense qu'il y a un vrai renouvellement historiographique, ce n'est pas une banalisation

Alain Blum: Je parle de banalisation dans le sens où l'on utilise des outils qui sont utilisés ailleurs, pour l'histoire des autres pays européens. Je n'entends pas du tout par là que l'histoire soviétique serait analogue aux autres histoires. Mais on peut utiliser des outils analogues pour l'aborder.

Nicolas Werth: Ce qui me frappe surtout, c'est qu'avant on avait une histoire essentiellement ré-

active, c'est-à-dire qu'il y avait l'école «totalitariste» et le camp d'en face, l'école «révisionniste». Je pense que maintenant, plus personne, sauf ceux qui refusent encore de prendre en compte les archives, n'écrit dans la perspective de démolir la thèse de ceux qui sont en face. On le voit par exemple dans la différence entre le premier ouvrage de L. Viola (*The Best Sons of Fatherland*, Oxford, 1987), une historienne américaine de la paysannerie des années 1930, et le second (*Peasant Rebels under Stalin: Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford, 1996). Le premier est consacré aux «25 000» ouvriers partis collectiviser les campagnes. On sent dans cet ouvrage L. Viola à la recherche des forces sociales qui auraient appuyé le mouvement de collectivisation. Dans le second, très intéressant, sur les résistances paysannes, on ne sent plus cette volonté de démontrer à tout prix quelque chose «contre» les idées du «camp opposé», pour lequel il n'existait aucune force sociale derrière la collectivisation. Ce n'est là qu'un exemple, mais je pense qu'il est symptomatique de l'évolution, en tous cas, de la génération des plus jeunes historiens. Je ne suis pas sûr que des historiens plus âgés comme Pipes (Richard Pipes, *The Formation of the Soviet Union*, Harvard University Press, 1954) ou Martin Malia (*La Tragédie soviétique, histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris, 1995) aient cessé cette «guerre civile intellectuelle».

Quel est l'état de conservation des archives; et comment expliquez-vous que dans un système où tout était contrôlé, on retrouve des archives «compromettantes»?

Alain Blum: On peut prendre l'exemple du recensement de 1937 qui a été «annulé» parce que les résultats ne correspondaient pas à ceux attendus ni à ce que Staline avait annoncé quelques mois auparavant. Les responsables ont été arrêtés et déportés ou exécutés. Or, on a retrouvé dans les archives les matériaux de ce recensement. Dans une machine extrêmement bureaucratique l'idée de conservation de ce qui avait été fait était assez systématique, et les documents n'étaient détruits que sur ordres, qui sont souvent conservés. En fait, les personnes qui géraient les documents, attendaient les instructions, suivaient les instructions, conservaient les instructions. On n'a sans doute pas donné l'instruction de détruire le matériel du recensement, probablement parce qu'on considérait que c'était quelque chose qui allait être conservé avec le label «confidentiel», donc sans risque; à partir du moment où cela avait été conservé deux ou trois ans, personne ne pouvait prendre la responsabilité de le détruire, il n'y avait aucune raison puisque les responsables n'étaient plus là. Il était donc plus simple de conserver que de le détruire. Conserver est un acte bureaucratique extrêmement classique. La machine bureaucratique fonctionnait et a fonctionné en obéissant aux instructions. Il y avait aussi l'idée de conserver tout

témoignage qui pourrait servir par la suite. A partir de ce moment-là, détruire n'a plus de sens parce que détruire, c'est organiser quelque chose, faire un choix, prendre une responsabilité forte. Pour détruire il fallait vraiment avoir un projet précis.

Yves Cohen: Il y a une tradition de conservation administrative extrêmement forte qui date du tsarisme, c'est une administration qui a toujours énormément conservé; par exemple les chemises des dossiers qu'on achète dans le commerce comportent déjà la date de conservation souhaitée. A part ça, des campagnes de révision des archives ont eu lieu sous Khrouchtchev et sous Brejnev. J'ai vu localement, par exemple à Saint-Pétersbourg, des destructions répertoriées d'archives: les inventaires notent que tant de documents ont été détruits, mais on n'a plus les documents pour savoir ce qu'il y avait dedans. Dans le lot, il y a sûrement nombre de documents redondants, mais la plus forte concentration des dates des documents détruits est nette, il s'agit de la période 1937-38. J'ai vu des destructions de ce genre dans ce qui vient des archives présidentielles. J'ai étudié en particulier le fonds Kaganovitch; on voit très bien qu'on a prélevé là-dedans tous les signes de l'engagement personnel de Kaganovitch dans les purges. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne trouve pas du tout de documents sur les purges. Donc, des campagnes de destruction assez systématiques, de blanchiment ont été conduites par certains dirigeants et pas seulement par des archivistes. Mais il en reste énormément, car du fait même de la masse des archives, la destruction ne pouvait être complète, l'eut-on désiré, ce qui n'a pas été le cas. L'accompagnement administratif des actes est particulièrement cultivé dans le monde soviétique.

Nicolas Werth: C'est vrai qu'il y a eu des campagnes en 1960, mais que les inventaires, eux, ont été retrouvés...

Alain Blum: Les logiques n'ont pas toujours été évidentes. Le directeur des archives nationales de Russie m'a ainsi indiqué, mais je ne sais pas si c'est vrai, que les dossiers de gens réhabilités après la mort de Staline ont été détruits, car le procès étant considéré comme faux, il n'était pas question que l'on conserve des documents faussement compromettants. C'est vraisemblable: quand on annule un procès, on annule tout le matériel du procès. Ce n'est pas une logique historique mais cela a pu jouer. Je crois d'autre part que même dans les années 90 il y a eu des destructions par des dirigeants, motivées par des logiques cachées, de blanchiment de certaines personnes.

Est-ce qu'on pourrait donner des exemples plus ponctuels, plus précis de la façon dont le débat a été renouvelé?

Nicolas Werth: Le fait d'avoir des matériaux (protocoles, sténogrammes, etc) de plusieurs adminis-

trations permet de suivre l'élaboration d'une prise de décision. Les documents de la commission Andreiev, par exemple, sur le sort des «déplacés spéciaux», permettent suivre les discussions sur le sort des déportés et de mieux comprendre le désarroi des autorités face à cette situation de chaos, créée par une dékoulakisation massive, de deux millions de personnes. De voir comment, localement, la GPU et les administrations ordinaires réagissaient aux déportations. L'étude de ces documents réfute l'idée souvent émise, comme par Stéphane Courtois dans sa préface au *Livre noir*, d'une sorte d'«extermination de classe» programmée. En effet, ces documents montrent très bien que même si les choses étaient absolument horribles, le but premier de l'opération de dékoulakisation n'était pas d'exterminer les gens mais de les utiliser le plus rationnellement possible: l'administration elle-même, et les plus hauts responsables de la GPU, condamnaient les «excès» des autorités locales qui laissaient crever les déportés parce que rien n'avait été prévu pour eux. Voici un exemple où à partir du moment où l'on a accès aux documents de base, on peut voir non seulement l'élaboration des prises de décision, mais aussi leur cheminement et les problèmes qui surgissaient entre les différentes administrations chargées de gérer un problème.

Alain Blum: On peut aussi donner l'exemple de la famine de 1933 en Ukraine, dont on ne connaissait pas l'ampleur. Avant, il y avait un débat pour savoir si c'était un génocide contre l'Ukraine ou une famine spontanée. Maintenant que l'on a accès à l'enregistrement des faits démographiques et aux recensements, ce débat n'a plus lieu d'être, ou plutôt est orienté différemment: on a pu en mesurer l'ampleur exacte, on en connaît mieux la géographie, on peut prendre connaissance de toutes les décisions politiques prises face à cette famine. Dès 1930-1932, il commence à y avoir des rapports alarmistes; et on voit en même temps une panique des dirigeants, incapables de faire face, une sorte de contradiction entre une non maîtrise de la situation et une négation des risques. On voit très bien maintenant à travers la géographie que ce n'est pas seulement l'Ukraine - l'Ukraine est particulièrement frappée, mais aussi le Kazakhstan, le sud de la Russie. L'idée, très schématique, que cette famine aurait été organisée et destinée à mettre l'Ukraine à genoux doit forcément être revue. C'est aussi un bon exemple parce qu'on dispose à la fois de sources très globales comme les recensements, et de sources beaucoup plus locales comme la réaction des dirigeants locaux, la manière dont réagissent les gens qui observent cette catastrophe. Il est fascinant et poignant d'observer la façon dont les statisticiens comptent les morts, et malgré tout transmettent ces indications à Staline. On peut ainsi avoir une vision plus complète de la famine elle-même, mais aussi des réactions du pouvoir, à tous les niveaux, et des réactions des populations frappées par ce drame. La question des purges dans l'administration fournit un exemple analogue. On

connaissait bien entendu l'existence et l'ampleur des purges, on savait qu'il y avait des assemblées générales du personnel, qui attaquaient certaines personnes. On peut aujourd'hui, parce que beaucoup de documents sont conservés, apprécier la place relative de ce qui était incité par le haut, donc par des communistes envoyés à l'intérieur de l'administration pour mener cette forme de répression, des tensions locales, qui existaient effectivement mais qui ont été instrumentalisées pour mener à bien les diverses purges et contrôler ainsi le travail quotidien de ces administrations, et de ce qui était la réaction d'un corps, le corps administratif, face à une intrusion extérieure et à l'action de quelques personnes à l'intérieur. On comprend alors que ce phénomène n'a pas été uniquement impulsé par le haut, même si l'impulsion est importante, mais qu'il y avait des tensions sociales à l'intérieur - qui servent plutôt comme instrument de la purge. On observe ainsi les places respectives des tensions professionnelles, de l'action politique centrale et de l'action politique locale. Il y a vraiment aujourd'hui un renouvellement très profond de la connaissance du mécanisme de la purge.

Yves Cohen: Prenons le niveau du sommet, par exemple. Nicolas a publié un livre sur le bureau politique des années 1930, écrit par un historien russe qui est le meilleur connaisseur au monde de cette nouvelle archive, justement (Oleg Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin. Staline et le Bureau Politique dans les années 30: les jeux du pouvoir*, préface de Nicolas Werth, traduction de Pierre Forgues et Nicolas Werth, Paris, Seuil, 1996, 331 pp). Depuis les origines, on glosait sur les différentes tendances à l'intérieur du bureau politique au temps de Staline: certains dirigeants auraient été de façon stable plus modérés, d'autres plus radicaux, etc. Ce livre montre très bien que, certes, des basculements se sont produits, mais que ces basculements ne dépendaient en fait que de la politique du seul Staline et que personne n'était installé dans des positions plus ou moins modérées ou plus ou moins radicales. Ce qu'on voit par ailleurs avec l'ouverture des archives du bureau politique, c'est le nombre extraordinaire de questions que celui-ci traitait, directement au sommet, parfois plusieurs centaines pour une seule séance, et aussi le très grand nombre de questions traitées personnellement par Staline. Là aussi on peut affiner la connaissance des formes de gouvernement. Cet élargissement de la documentation permet de renouveler une question fondamentale en histoire, celle du fonctionnement bureaucratique. C'est certainement une excellente occasion d'échapper au vocabulaire de la «machine» et du «mécanisme» en étudiant de près quelles étaient les relations interindividuelles, les jeux de pouvoir autour de Staline et surtout, dans son détail, le travail et l'engagement de chacun, grand dirigeant ou petit employé. On peut identifier le véritable petit groupe de gens les plus proches de Staline et en même temps jouer sur tous les niveaux. Cette capacité phénoménale de

renouvellement des questionnements se déploie aussi bien dans l'histoire politique, l'histoire sociale, que dans l'histoire administrative.

■ Est-ce qu'il y a des travaux sur l'économie des camps, qui permettent d'avancer dans le débat sur la place - marginale ou fondamentale des camps dans l'économie soviétique?

Nicolas Werth: On commence à faire des études sérieuses sur le système concentrationnaire. Par exemple, les statistiques pénales font l'objet de nombreuses publications et d'un grand débat. Aujourd'hui, on s'oriente vers tout ce qui touche le Goulag pendant la guerre. Les recherches - des collègues russes surtout - commencent à s'orienter aussi vers les questions de rentabilité économique du système, mais ça reste moins au point. Ce que l'on sait, semble-t-il, c'est qu'au début des années 50, il y avait de graves problèmes internes, dus aux refus de travail, à des grèves de détenus, à des émeutes. Un historien russe (G.M. Ivanova, *Goulag v sisteme totalitarnogo gosudarstva*, Moscou, 1997) s'est penché, plus particulièrement, sur certains aspects de la «crise du Goulag» en 1951-1952, étudiant les sténogrammes des réunions des dirigeants du Goulag qui montrent que ceux-ci étaient parfaitement conscients de la dégradation de la situation. Il y a, à ce moment-là, un certain nombre de libérations qui sont décidées, parce que sur le même site, il était plus productif d'avoir des travailleurs rémunérés que des détenus qui refusaient de travailler.

Alain Blum: Je n'ai pas le sentiment qu'il y ait pour l'instant de nouvelles recherches vraiment avancées sur les périodes de croissance économique et sur les mécanismes de la croissance... Autant l'histoire sociale a beaucoup avancé, autant la base même de l'histoire économique, dont celle des camps, reste à faire.

Léninisme et stalinisme

■ Les archives apportent-elles vraiment une démonstration et un éclairage nouveaux sur le problème de la continuité, ou de la rupture, entre léninisme et stalinisme ?

Nicolas Werth: Il faut prendre le *Livre noir* pour ce qu'il est. Ce n'est pas une somme; c'est un projet de bilan des victimes. Ce n'est pas à partir de là qu'on peut donner l'interprétation globale de tout ce qui s'est passé. Je le dis très clairement, parce qu'il y a eu un grand nombre de présentations tendant à dire que le *Livre noir* était une explication globale du phénomène communiste.

Je pense que la question de la continuité ou de la discontinuité entre léninisme et stalinisme ne peut pas être abordée uniquement sous l'angle de la terreur. Il y a beaucoup d'autres aspects. Si néanmoins on la prend sous l'angle des pratiques de terreur et de violence du régime vis-à-vis de la so-

ciété, il y a deux choses à noter. D'abord, le contexte est différent: dans le premier cas (1917-1922), on a la résistance de la société contre un régime qui est en train de s'installer, dans un contexte de guerre civile; dans le second cas, à partir de 1928-30, il y a une offensive du régime contre une société pacifiée, qui ne résiste plus. Mais, incontestablement, il existe des éléments forts de continuité dans la manière de traiter avec une extraordinaire brutalité un certain nombre de problème sociaux. On le voit, par exemple, dans le cas des déportations massives de population (décosauquisation en 1919-1920, dékoulakisation en 1929-1932). Je pense toutefois que la question de la continuité ne peut pas être tranchée de manière simple, et pas uniquement à partir du problème de la répression.

Alain Blum: Je ne pense pas qu'on puisse poser le débat en termes de continuité globale, sans préciser ce qu'on entend par là. Il y a plusieurs niveaux auxquels on peut évaluer cette continuité et il faut préciser lequel on aborde. Pendant une quinzaine d'années, la notion de continuité a été abordée sous l'angle de l'idéologie, de la présence dans le léninisme de possibilités conduisant au stalinisme. Mais se pose aussi la question de la continuité des hommes, simplement, et celle de la continuité des pratiques de pouvoir, de la pensée de l'action sur la société, qui est différente mais comporte des aspects intéressants, sachant qu'objectivement le léninisme n'a pas duré très longtemps et qu'il est fondé sur des relais hérités du tsarisme. Il est difficile de dire si c'est une pensée du pouvoir, ou simplement une inertie. Il y a la question des pratiques et des logiques sociales. N. Werth a montré des résistances très actives après 1917; et dans les années 30, des formes de résistance aussi, mais beaucoup plus molles, plus passives, structurelles. La continuité sociale est évidente, mais parler en termes de continuité de la société n'est pas du tout la même chose que de parler en termes de continuité de pouvoir. Si on ne parle pas d'un point de vue idéologique, il y a de toute façon, toujours une continuité mais il faudrait au moins arriver à comprendre à quel niveau.

Yves Cohen: Posée comme ça, cette question n'est pas vraiment intéressante pour les historiens qui sont plongés dans cette période. C'est une question qui vient du débat social, politique, français, qui reprend l'opposition traditionnelle entre l'héritage de Lénine et celui de Staline. Il y a encore beaucoup de gens qui veulent sauver Lénine des crimes de Staline. Or, je pense que si on est en train d'établir des outils d'historiens, ce n'est pas pour trancher ce débat, mais pour en sortir. On pourrait d'ailleurs faire l'histoire de la notion même du léninisme et de son usage. Il faudrait en fait inclure l'histoire du débat qui oppose léninisme à stalinisme dans la réponse à votre question.

■ Je ne suis pas convaincu: d'un côté il y a de toute évidence des critères différenciés, la réponse n'est pas la

même selon qu'on se situe au niveau de la société, du rapport au pouvoir, idéologique et cela exclut une réponse simple, dichotomique. Mais en même temps, le titre de votre (Nicolas Werth) chapitre même (Dans le *Livre noir*) indique des éléments de continuité: après tout, «Un Etat contre son peuple», c'est la continuité entre le départ et la fin et, il y a là des éléments de continuité forts, un matrice de gestion du pouvoir, de rapport au pouvoir qui se met en place dès la période léniniste. Bien sûr, le contexte global change; bien sûr il y a des choses comme le système des camps qui en tant que tel s'est mis en place (plus tardivement), mais il y a quand même une matrice dans la répression et une conception du pouvoir comme une guerre civile qui là encore est un argument de continuité fort. Est-ce que l'élément commun, au fond, ce n'est pas cela, cette conception de la politique comme guerre civile?

Nicolas Werth: Conception de la politique comme guerre civile, guerre sociale, oui. Si on traite la question sous cet angle-là, évidemment, il y a des éléments de continuité très forts. Des travaux, comme ceux de Andrea Graziosi (réf?) par exemple, sur la militarisation du travail dans le Donbass, en 1920-1921, où l'on voit la façon dont sont traités les ouvriers, la manière extrêmement violente de régler les conflits avec les plus proches «alliés» du régime, montrent comment cette conception fonde des pratiques antiouvrières qui culmineront dix, quinze ans plus tard. On ne peut qu'être frappé, dans un certain nombre d'épisodes, par la profonde similitude entre la manière dont le nouveau pouvoir gère ses rapports avec la société dans la première période, et les pratiques de pouvoir dans la seconde période. Évidemment, je pense que c'est un point essentiel.

Alain Blum: Le stalinisme a une logique globale, mais en même temps il comporte des phases extrêmement différentes. Les purges sont assez étrangères au peuple, c'est plutôt «un Etat contre tous», et y compris contre tous les gestionnaires du pouvoir.

Yves Cohen: Cet Etat soviétique, effectivement, s'est construit dans une guerre permanente contre tout le monde, mais en particulier contre les paysans, mais jamais cet état de guerre constant n'a été la politique proclamée. Ce qui était proclamé, au contraire, c'est une politique d'alliance entre classes anciennement opprimées. Ce qu'il faut étudier, c'est donc une politique de l'État, une politique de fait qui est une politique d'hostilité par rapport à toute une société. Il fallait se battre contre une société et la faire se battre contre elle-même, et en même temps, pour tenir cette poli-

tique, proclamer une idéologie constante de l'alliance de classes. C'est en faisant jouer ces éléments-là que Staline s'est constitué des alliés, des gens qui n'y regardent pas à deux fois, qui sont - la contribution de Nicolas le montre bien - des obsédés de l'action, triés sur le volet, qui n'ont pas peur des actions les plus brutales et des plus violentes contre n'importe qui. Ceux qui n'en sont pas capables sont éliminés. Le pouvoir communiste se construit (en URSS et ailleurs) sur des gens de cette espèce. Il y a de la sorte la sélection d'une armature du pouvoir et d'une armature de l'État prête absolument à tout, mais qui précisément avait été le secret le plus chaudement gardé de ce fonctionnement. Tout ça doit être encore historicisé à mon avis, et apprécié du point de vue d'une histoire sociale dont il faut noter qu'elle se renouvelle considérablement dans les débats au sein de l'historiographie soviétique.

Dynamiques sociales et dynamiques politiques

Vous êtes tous à peu près d'accord avec Ferro sur le fait que - pour le résumer grossièrement - la révolution de 1917, avec les violences qu'elle a amenées, n'est ni un putsch blanquiste, ni une insurrection spontanée avec une avant-garde qui serait simplement l'expression plus consciente de ce mouvement spontané, mais entre les deux: à la fois un vaste mouvement populaire, une révolution sociale et puis une direction qui instrumentalise cette révolution sociale, confisque le pouvoir pour elle-même et le retourne très rapidement contre le mouvement social?

Nicolas Werth: Cela m'a beaucoup frappé par sa justesse, d'autant que cela permettait de voir la suite, ce va et vient entre le «haut» et le «bas», cet afflux de gens nouveaux qui entrent au Parti et le transforment progressivement. Néanmoins, c'est toujours le haut qui donne l'essentiel des impulsions, même si le bolchevisme «théorique» d'avant 1917 évolue sans cesse, improvise, expérimente dans une situation nouvelle, celle de la guerre civile. Mais il y a constamment cette «irrigation» par la «base» - l'historien italien Ettore Cinnella parle, à juste titre, de «révolution plébéienne», ce qui me paraît exact - irrigation qui va modifier assez profondément le bolchevisme de ces premières années de la révolution, avec cette dynamique complexe entre les appels à la violence venus d'en haut et l'instrumentalisation des violences sous-jacentes dans une société en guerre et en révolution depuis 1914.

Yves Cohen: Ce qui est à souligner c'est qu'aux pires moments de répression justement, y compris en 1937-38, le communisme a représenté une possibilité de promotion, de mobilité ascensionnelle

massive. Donc, il a suscité des forces d'adhésion, et l'une des raisons de l'étouffement de ce pouvoir, c'est bien quand, sous Brejnev, la mobilité s'est ralentie jusqu'à pratiquement s'arrêter. Cela n'était pas simplement un phénomène social, c'était aussi une politique. On voit cette économie se construire comme une économie de prédation, de prédation des ressources naturelles et des ressources humaines, et on voit que les dirigeants avaient tout à fait conscience de cela, qu'ils savaient parfaitement qu'ils pouvaient puiser dans ces ressources de façon presque illimitée. Ce n'était pas un phénomène de consommation négative. C'était une façon de faire vivre, de faire fructifier des ressources. Ça a été à mon avis très constitutif de toute cette histoire.

Alain Blum: On ne peut pas faire abstraction de tout l'appareil non communiste, de tous les relais qui continuent à fonctionner, parallèlement au Parti Communiste. Il y a une structure de pouvoir, avec des relais au sein du Parti Communiste, mais aussi tout l'appareil administratif - et économique d'ailleurs - qui ne cesse de grossir. J'ai quand même l'impression que perdure, très longtemps, jusque'à la seconde guerre mondiale et même après, une autre structure de direction, de gestion: les dirigeants d'entreprise, les responsables locaux des programmes sociaux ou éducatifs, les enseignants, toute cette classe moyenne qui vient du tsarisme et qui est peu à peu renouvelée, qui appartient ou n'appartient pas au parti communiste et qui est en permanence, soit en accord, soit en désaccord, mais souvent dans le malentendu avec les dirigeants et la pression sociale de la base. Comprendre cela est extrêmement important pour éclairer les formes de gestion du pouvoir, dont la logique de violence: l'instrumentalisation de la violence locale est fondée sur la vision de poches de résistance très forte au sein de la société et des administrations. La notion de confiscation est alors fondamentale et en même temps compliquée: la confiscation du pouvoir qui se produit après la révolution sociale, n'est pas totale parce qu'il y a cette chaîne intermédiaire entre les principaux responsables politiques, le parti, et la société. Cela n'est pas encore très bien connu. J'ai ainsi parlé de malentendu, parce que, comme le montrent les travaux sur la guerre civile dans les campagnes, mais aussi sur les tensions et conflits au centre, au sein des corps professionnels qui gèrent les programmes sociaux et économiques, beaucoup croient non pas tant à la révolution bolchevique qu'en une conception qui leur est propre de la modernisation et de la construction d'un Etat moderne, en rupture avec le tsarisme; ils pensent pouvoir utiliser cette révolution pour construire un Etat moderne, fondé sur les conceptions européennes du XIXe siècle, qu'ils avaient tenté de défendre avant la révolution. Nombreux sont les responsables intermédiaires qui croient que la révolution va leur permettre cette mise en place, et ce malentendu perdure, même pendant le stalinisme. Ce n'est donc pas simplement la structure de pouvoir communiste qui est active, mais tout ce chaînon intermédiaire qui reste parallèle, parfois

préservé, parfois attaqué: certains bolcheviks cherchent à le défendre, d'autres à le détruire.

Nicolas Werth: Ce troisième élément permet un jeu politico-social essentiel. Ainsi, par exemple, en 1928, le Parti, d'en haut, instrumentalise un mécontentement de la base des ouvriers contre les *spetzy* - les «spécialistes» (cadres, ingénieurs). De même en 1936 - 1937, il faut qu'il y ait des places à prendre, il faut qu'il y ait cette figure de «l'ennemi» qui occupe les places, il faut qu'il y ait ce maillon-là pour qu'il y ait un enjeu social pour «ceux de la base» qui auront des opportunités à saisir.

Yves Cohen: David Shearer, un historien américain de l'industrie soviétique, montre que la construction de l'économie stalinienne telle que la concevait Staline dans le premier plan quinquennal, est à la fois une mobilisation très brutale des ouvriers, des ressources etc., mais aussi un programme correspondant à la volonté de toute une couche de techniciens, d'ingénieurs qui voyaient dans une centralisation de l'économie une possibilité de réforme radicale (David R. SHEARER, *Industry, State, and Society in Stalin's Russia*, 1926-1934, Ithaca, Cornell University Press, 1996, 263 pp.). Il montre aussi comment la société stalinienne, telle que la Russie actuelle en hérite, a été une invention, pas simplement du centre, mais de petits cadres: par exemple, une bonne part de la vie sociale locale repose sur l'entreprise. Cela a été une invention de fait des cadres d'entreprises sur qui reposait l'exécution du plan; pour que le plan soit exécuté il fallait d'une certaine façon s'attacher de la main-d'oeuvre, et pour cela il fallait répondre aux besoins alimentaires, de santé, de logement, etc. et donc construire, sur une base très locale et de façon que personne n'avait anticipée, ni planifiée, ni prévue, toute une vie sociale liée à l'entreprise. C'est aussi l'une des façons dont s'est configurée cette société, sous des formes totalement inattendues, mais très ancrées, venant de cadres locaux, attachés à faire que «ça marche».

Comment expliquer, dans les premières années du régime, qu'un «Etat contre son peuple» tienne, dans un pays dévasté, avec une intervention étrangère? Après, il est étatisé, c'est une autre histoire, mais dans les premières années, il faut bien qu'il y ait un soutien social quelque part: est-ce justement cette «révolution du bas» qui continue à avoir une dynamique, est-ce l'ascension sociale, est-ce cette couche intermédiaire, un mélange de tout cela; faut-il faire intervenir d'autres facteurs?

Nicolas Werth: D'abord je pense que l'intervention étrangère a été largement surestimée. Je crois que le régime ne s'écroule pas pour plusieurs raisons. D'abord, il est le seul à avoir un programme

cohérent, fort, terroriste face à des groupes sociaux qui n'ont pas de programme clair, ni même de sentiment fort d'appartenance à une classe sociale en tant que telle. C'est une chose que l'état-major tsariste avait remarquée en 1916-17: le soldat russe manquait de patriotisme. L'immense majorité de la société était structurée en communautés: on se sentait avant tout de telle province, de tel district, de telle communauté. Il n'y avait pas d'unification forte de la Nation. Donc, il pouvait y avoir des masses de petites oppositions: celles des «Verts», des paysans, des cheminots de telle région... Ce n'étaient pas des oppositions structurées, même si certains de leurs programmes étaient extrêmement proches, parce qu'ils avaient un peu les mêmes idées, à savoir: des soviets sans communistes, le «partage noir» des terres, la liberté du commerce. Il n'y avait pas de résistance structurée, organisée. Aussi voyait-on des soldats-paysans, et pas nécessairement des détachements de la Tchéka, réprimer les révoltes d'autres paysans, à Tambov par exemple. Ces paysans-soldats n'avaient pas le sentiment d'appartenir à la même «classe» que leurs «frères» insurgés de Tambov. Ensuite, c'est vrai que les opposants actifs aux bolcheviks, c'est-à-dire les Blancs, étaient extraordinairement primaires d'un point de vue politique et n'arrivaient guère à rallier les masses, avec leur programme de restauration. Aussi les paysans n'étaient-ils ni pour les Blancs, parce que les Blancs, c'était la restauration de la grande propriété foncière, ni pour les Rouges. Ils étaient pour quelque chose d'autre - le mouvement «vert» - mais ils n'avaient ni structuration politique, ni conscience sociale face à la seule force organisée qui se pensait en tant qu'Etat. Les dirigeants bolcheviks pensaient qu'au-delà de la révolution strictement bolchevique qu'ils étaient en train d'accomplir, ils restauraient une forme d'Etat face à l'anarchie, au chaos social. Je pense que cet Etat a tenu par l'absence de projet en face.

■ Et les socialistes-révolutionnaires, les autres courants de la social-démocratie?

Nicolas Werth: Le problème des socialistes-révolutionnaires c'est qu'ils ont été vraiment pris entre deux feux parce qu'ils étaient à la fois contre tout le monde, contre les Rouges, contre les Blancs. Comme on le voit dans les campagnes, ils auraient pu avoir un appui dans les villages, mais des études récentes comme celle de Figes (O. FIGES, *Peasant Russia, Civil War*, London, 1992) sur la guerre civile, très détaillée sur la paysannerie, montrent qu'il n'y avait pas d'adéquation totale entre le programme des socialistes-révolutionnaires et celui des paysans. Il y avait des passerelles: on le voit par exemple dans la révolte des paysans de Tambov où le noyau socialiste-révolutionnaire était présent, mais il n'y avait pas d'adéquation totale entre le programme politique socialiste-révolutionnaire et ce mouvement paysan. Il

n'était pas structuré politiquement dans le sens classique.

Alain Blum: Les socialistes-révolutionnaires avaient une pensée qui coïncidait peut-être davantage avec l'organisation sociale d'avant la révolution, c'est-à-dire locale. En fait il n'y a que les bolcheviks qui proposent un Etat centralisé, donc proposent d'unifier le pays et finalement, ce n'est pas un Etat qui renverse un Etat, mais un Etat qui renverse une société extrêmement locale. Dans les premiers mois qui suivent la révolution, justement, les bolcheviks construisent un véritable Etat, c'est-à-dire qu'ils fournissent un ensemble d'instructions uniformes qui vont partout, en suivant une structure de décision très pyramidale, avec des relais identiques à tous les niveaux; ce qui est en rupture totale avec la tradition décentralisatrice et régionaliste, la tradition du *mir*, la tradition de pouvoir local. Les bolcheviks construisent très vite un vrai Etat; en face d'eux, ils ont des gens qui continuent à jouer sur le régionalisme, sur le localisme, sur - pour les socialistes-révolutionnaires - une vision un peu anarchique de la gestion du social.. Or, une vision décentralisée ne peut pas s'opposer à une vision centralisée forte. Il est très important de comprendre dans ce cadre la rapidité avec laquelle des décrets sont pris. Ils fournissent la base d'un fonctionnement centralisé, imaginant un Etat avant même qu'il n'existe. Les anciens fonctionnaires tsaristes, employés des *zemstva* par exemple, cherchaient eux aussi, à la limite, à proposer la construction d'un Etat moderne; leur action après 1900 peut être partiellement interprétée comme une tentative d'unifier les *zemstva*, d'avoir des règles uniques de gestion, une tentative de créer quelque chose de moderne unifiant la Russie. Ils ont donc été partiellement séduits par cela et pris au piège; ils ont travaillé dans cette logique de centralisation parce que, paradoxalement, elle coïncidait avec certaines de leurs représentations. En fait, les bolcheviks ont tenu parce que leur pouvoir était peut-être celui qui était le moins ancré dans la nature du pouvoir traditionnel et qui a tout de suite imposé une structure qui était plus proche de celle de certains Etats européens.

Le rôle de la violence dans l'histoire de l'URSS

■ Quelle est la place de la violence, de ce rapport à la violence, de ce rapport à la politique, dans l'expérience globale du nouveau type de pouvoir en URSS? L'essence, comme l'ont dit certains; le ressort fondamental, ou une dimension secondaire comme d'autres ont pu le prétendre aussi?

Nicolas Werth: Je ne parlerai pas d'essence criminelle comme le fait Courtois dans sa préface, mais je pense que la violence d'Etat reste, dans la période qui va jusqu'à la mort de Staline, avec des intensités bien sûr différentes, un élément central

de la pratique politique et du rapport du régime à la société. En particulier dans la mesure où il y a, on ne peut pas dire un seul projet, il y a des projets volontaristes de transformation radicale de la société, d'une société rétive aux changements que le pouvoir veut lui imposer par la force. Ces projets se développent plus ou moins conformément aux prévisions, souvent pas très conformément. Je pense que cette dimension de violence reste très forte. Il suffit de voir le nombre de gens qui, directement ou indirectement, en ont subi les conséquences. Ceci dit, cela prend dans chaque cas des formes différentes. Je pense que la violence exercée sur des populations qui sont acculées à la famine parce qu'il y a une volonté politique de délever autant que possible sur la production des kolkhozes, en fonction de quotas fixés par le Centre, en dépit d'une situation où tout indique que si on continue à faire ça, ça va être la famine, est une forme extrême de violence. Une autre forme extrême, ce sont les quotas de personnes à réprimer, pratique courante en 1937-38 pour des raisons qui restent d'ailleurs en grande partie obscures. Je ne vois pas là de logique clairement déchiffreable, si ce n'est celle d'une sorte de «fuite en avant» pour «régler» on ne sait quel problème, aucune explication rationnelle n'est satisfaisante: élimination d'une potentielle «cinquième colonne», renouvellement d'une administration rétive? En fait la répression touche un spectre très large de gens. Ce type de répression «aveugle» pose un vrai problème d'interprétation: est-ce le signe d'un État fort ou d'un État faible? Ne perçoit-on pas dans ces offensives terroristes une dimension de panique face à un corps social qu'on n'arrive pas à contrôler? Ces dimensions de panique meurtrière, on les perçoit déjà chez Lénine dès janvier 1918 lorsqu'il écrit: «Au nom de Dieu, du pain, du pain! Sinon Piter (Petrograd, N.W.) risque de crever!» Lénine prend alors des mesures d'une extraordinaire violence. Je pense à un échange entre lui et le commissaire du peuple à l'approvisionnement, Tsiouroupa, dès janvier 1918 où, face à cette situation, Lénine donne des ordres absolument aberrants du genre: «Il faut fusiller tous les paysans qui ne livrent pas leur grain». Est-ce que ce qui se passe à une échelle beaucoup plus large en été 1937 ne procède pas un peu de la même logique, dans des situations différentes? Que ce soient les quotas, la dékoulakisation, ou l'exemple que donne Yves Cohen de cet ordre donné par Staline à la GPU de tirer à vue sur tous les «voyous» qui «volent» dans les trains (Yves COHEN, «Des lettres comme action: Staline au début des années 1930 vu depuis le fonds Kaganovitch», *Cahiers du monde russe*, Vol 38 (3), juillet-septembre 1997, pp. 307-345) il y a là des formes, à divers niveaux, à divers échelons, d'une extraordinaire violence.

Yves Cohen: L'administration de cette violence est vraiment très intéressante. Nicolas Werth montre comment, dès décembre 1917, on crée un organe qui a cette particularité d'avoir une liberté d'action complète: la Tcheka. Dzerjinski se félici-

te qu'on vienne de créer un lieu où tout est possible! Ce qui va être l'administrateur de cette violence, c'est un lieu où tout est possible, ce qui, dans une histoire de l'action, est intéressant: là où ce régime a créé un lieu de liberté totale, c'est pour donner un cadre à la répression! L'administrateur de cette violence, c'est un lieu où tout est possible et où on peut tout faire. Et ce qu'on voit s'établir dans la routine de gouvernement et qu'on voit parfaitement aussi dans les lettres de Staline - évidemment, ça ne peut pas être une doctrine publique - c'est que l'action dispose de trois piliers: le parti, la police politique et le conseil des ministres ou des commissaires du peuple, et toujours, les deux premiers, dans un ordre hiérarchique qui n'est d'ailleurs pas forcément toujours clair, ce sont le parti et la police politique. En 1932 par exemple, il s'agit de réagir à une situation d'urgence en Ukraine au moment où la famine apparaît: ce qui fait la gravité de la situation, ce n'est pas la famine elle-même ni les révoltes paysannes, mais c'est la résistance qui commence à apparaître au sein même du parti envers les ordres de réquisition forcée de toute la récolte. Les mesures que prévoit Staline, se rapportent dans l'ordre, dans sa correspondance, au Parti, à la GPU et au gouvernement d'Ukraine. Il en est toujours de même: ainsi pour la réorganisation des chemins de fer à la fin de 1931. Les trois registres de l'action de gouvernement sont très clairement énoncés dans les documents secrets. Ainsi ce qui depuis longtemps vient comme naturellement sous la plume des historiens était l'ordre même de la pratique de gouvernement. Le système de gouvernement de fait, c'est un système où il existe ce lieu central d'administration de la violence avec l'extrême liberté de violence qui lui a été constamment accordée. Après 1953 cela s'atténue un peu sous l'angle de la violence crue, mais reste valable dans ses traits d'ensemble. On a là quelque chose qui trouve son origine dès décembre 1917, qui va être constant et qui s'établit comme mode de gouvernement. Est-ce que c'est le plus important? Pendant longtemps, un des arguments des communistes pour rejeter dans la calomnie anti-soviétique toute critique de l'URSS consistait à dire: ce n'est pas sa police qui caractérise un État ou un pays. Il fallait privilégier l'analyse sociale en termes de classes, etc. Bien des non-communistes et des non-marxistes ont été marqués par ces déclarations comminatoires. Nous en sommes encore à rechercher un vocabulaire pour des caractérisations macro-sociales qui échappent à la prise du marxisme. Il est clair en tout cas que nous avons affaire ici d'emblée à un État policier où la police politique est l'un des trois principaux piliers du gouvernement.

Alain Blum: Il me semble c'est aussi l'expression d'un pouvoir fonctionnant entièrement sur une permanente délégitimation de tout ce qui peut être un garant de stabilité. Délégitimation de la justice d'abord, et je crois qu'un des éléments qui explique cette violence, c'est ce point de départ qui consiste à affirmer qu'«il n'y aura plus besoin de

justice, la justice ancienne, une justice de classe, est dépassée»; aucune structuration permettant de trancher dans des conflits n'est donc possible. A partir du moment où il y a délégitimation de la justice, tout arbitraire est possible. Délégitimation de toutes les positions sociales, ensuite - avec des alternances, mais c'est fondamental - c'est-à-dire que n'importe qui peut accuser n'importe qui, quelle que soit la position dans les entreprises, quelle que soit la capacité professionnelle, la position sociale, et tout est écouté de la même manière sans qu'il y ait, là encore, d'organe de jugement qui permette de. et à partir trancher; on retrouve donc cette délégitimation à tous les niveaux. Il n'y a donc plus aucun élément de stabilité qui soit crédible. Quand ils sont mis en place, ils sont tout de suite remis en cause ou ils peuvent être remis en cause. D'ailleurs, tu dis que cette structure qui s'appuie sur le parti et la police n'est pas publique; en revanche cette possibilité de remettre en cause n'importe quelle légitimité est publique; cela constitue une constante de toute la période qui s'étend de la Révolution à la mort de Staline, et cela est fondamental pour expliquer la violence. La seule réponse à une délégitimation permanente et totale, ce sont justement des remises en ordre fréquentes à travers la violence, et la violence en est légitimée. Le conflit permanent entre justice et police qui existe, pratiquement, sur toute la période et même durant la période stalinienne, le montre bien. La justice cherche à établir, et par moments le pouvoir fait croire qu'il va mettre en place une justice, l'aboutissement étant cette constitution de 1936 qui apparaît comme totalement aberrante, mise en place juste avant les grandes purges; elle est l'aboutissement d'un processus qui cherche à montrer qu'enfin l'État est stable, et dès qu'il y a un élément de stabilité, il est cassé. Là, la violence est vraiment l'expression de cette impossibilité de trouver une légitimité. Il n'y a pas de légitimité politique parce qu'il n'y a pas de logique démocratique, il n'y a pas de légitimité sociale puisqu'elle est remise en cause. Il n'y a pas de légitimité professionnelle puisqu'en fait elle se fonde dans une légitimité sociale qui est seule remise en cause et du coup, il n'y a que la violence qui soit une réponse.

Nicolas Werth: En même temps, c'est vrai qu'à un certain moment, après la Grande Terreur, à partir de 1939, le régime sent la nécessité d'une stabilisation. Des études de l'historien américain Peter Solomon (*Soviet Criminal Justice under Stalin*, Cambridge, 1996) il ressort clairement qu'après la Grande Terreur, l'État a vraiment - pas pour la première fois, mais c'est la première fois que ça se fait sentir avec autant de force - besoin d'une justice menée d'une manière plus ou moins «dans les normes», professionnelle. Bien sûr, le NKVD a toujours son rôle. Mais on se rend compte que dans les années précédentes l'«extra-légal» a totalement désorganisé le cadre légal et il faut quand même un minimum de légalité pour le fonctionnement «ordonné» des institutions et de l'État. Ce qui ressort des quelques études faites là-dessus est

assez convaincant pour suggérer une périodisation au sein même de la période stalinienne, avec une seconde phase (les années 1940-1953) de relative stabilité, de conservatisme, qui se distingue assez fortement des années 30, parce qu'au fond tout despote a besoin d'un cadre, un minimum de stabilité sans lequel c'est le propre fonctionnement de l'État qui risque d'être remis en cause. Il y a eu «l'État contre lui-même» en 1937-38, mais après il faut retrouver un cadre, et là il y a une autre forme de violence, une violence tout à fait institutionnalisée. Si l'on s'intéresse aux gens qu'on mettait dans les camps, on distingue très nettement ces deux groupes: ceux qui sont l'objet d'une violence «extra-légale», qui passent devant les tribunaux spéciaux du NKVD, les «collèges spéciaux» et ceux (dont la proportion ne cesse de s'accroître) qui sont réprimés à cause d'une criminalisation «légale» des rapports et des comportements sociaux. La loi du 4 juin 1947, par exemple, qui permettait de punir de 8 à 20 ans de camp tout «vol de la propriété d'État», est symptomatique d'une autre forme de violence et de répression qui de manifeste non plus par des quotas aveugles de personnes à exécuter ou à condamner à 10 ans de camp (comme en 1937-38), mais par une forme «légale» avec des instructions données au juge de bien appliquer la loi. Car il faut dire que la loi n'était pas toujours appliquée, les juges faisant une sorte de «résistance passive». Les instructions précisaient que les juges seraient notés en fonction du pourcentage d'instructions menées à terme et d'affaires «correctement jugées».

Yves Cohen: Je suis persuadé qu'on n'a pas encore fait complètement l'histoire de la présence de cette violence dans la culture quotidienne soviétique. Une culture du camp est présente dans la vie, disons, civile. Nicolas Werth montre bien la très grande porosité des frontières entre qui est dedans, qui est dehors, qui peut être considéré comme libre, détenu, prisonnier, colon spécial. C'est très perméable, physiquement parfois. N'importe qui peut voisiner avec des détenus. Ça peut être des bâtiments mitoyens dans une cité industrielle de province dont l'un contient des gens libres, l'autre des colons spéciaux. On peut retrouver sur des machines voisines des ouvriers et des détenus d'un camp affectés à une usine. Dans la culture du quotidien, le vocabulaire des camps se déploie bien avant que Chalamov et Soljenitsyne ne soient connus et publiés. *Le manuel du goulag*, de Jacques Rossi, qui vient de sortir en français, présente une langue largement partagée dans l'ex-URSS (Paris, Le Cherche-Midi, 1997, 450pp.) Par ailleurs, les réflexes de protection contre la violence d'État sont aussi des structures de la vie quotidienne, si l'on peut dire. Je pense qu'une bonne partie des comportements quotidiens des Soviétiques ont été ainsi conformés par une protection par rapport à tout ce qui pouvait tomber dans les oreilles des «organes». Les réseaux familiaux et les micro-réseaux de confiance si importants du point de vue économique l'étaient bien évidemment aussi du point

de vue de la défense anti-policière. C'est massivement le cas avant 1953 mais ça reste valable après 1953 sous des formes plus adoucies, du khrouchtchévisme et du brejnévisme jusqu'au-delà de 1991. Ça reste présent dans nombre de traits de la vie économique et sociale. Je pense qu'on n'a pas fait l'histoire de toutes ces formes-là. Je ne pense donc pas qu'on puisse poser la question dans les termes: «Est-ce que la violence détermine vraiment tout?» ou «Est-elle simplement locale?» Mais il faudrait en déployer tout de même toutes les variations, toutes les formes, tous les modes de manifestation.

Nicolas Werth: Alain Blum dit, dans *Naître, vivre et mourir en URSS* (Paris, Plon, 1994) qu'un homme sur 7 est passé dans les camps, sans compter les colonies. Je pense qu'avec les colonies pénitentiaires, ça devait être proche de 1 sur 5, pour les seules années où l'on dispose de statistiques complètes (1934-1953).

Des comparaisons historiques

Jusqu'à quel point est-il légitime, intéressant, pertinent de faire des comparaisons entre les différentes expériences de communisme au pouvoir? Est-ce que l'on peut, ainsi, faire un bilan du communisme? Sur quels plans?

Alain Blum: Tout comparatisme est pertinent *a priori* et tout comparatisme est pertinent entre systèmes en particulier contemporains. En revanche, un comparatisme, qui pose *a priori* comme cadre le communisme, pose problème. En fait, la réponse est déjà fournie par le cadre qui est donné. Je trouve que comparer le système soviétique et la Chine, est extrêmement intéressant, d'abord parce que ce sont des pays qui ont une importance géographique et de population fondamentale, dans lesquels le communisme est vraiment venu de l'intérieur, et où il y a des analogies fortes et des différences fortes. Mais est-ce qu'on peut comparer les communismes dans leur ensemble? Cela me paraît plus problématique. Je ne suis pas persuadé que comparer le communisme anglais avec l'URSS ait une grande pertinence lorsqu'on sait que les sociétés, que les contextes sont complètement différents. A moins, peut-être, de travailler sur la continuité idéologique. Mais en termes d'histoire sociale et politique, je pense que le comparatisme est intéressant quand il se place sur des plans où il y a des éléments de comparaison en termes de formations sociales, ou de prise de pouvoir. Un tel comparatisme ne doit alors pas se limiter au cadre communiste: il y a eu d'autres formes de violence au XXe siècle, beaucoup d'autres. Indépendamment de la violence, d'autres formes de construction étatique sont intéressantes à comparer avec la construction de l'Etat soviétique, constructions fondées sur d'autres formes politiques, démocratiques ou non, violentes ou non. Ainsi, poser la question de l'ac-

tion des administrateurs sous le stalinisme en termes de résistances ou de conformation, peut être comparé avec la question de la collaboration sous Vichy. Là, c'est un autre régime où effectivement il y a des administrateurs qui croient à l'État, acteurs importants d'un pouvoir répressif. Se placer dans le cadre communiste empêche cette comparaison, de la même manière que la comparaison avec le nazisme est intéressante mais ne doit pas être exclusive. A la limite, je préfère la comparaison avec le fascisme; je pense qu'il y a beaucoup de points communs entre l'URSS stalinienne et l'Italie fasciste, que l'on oublie souvent. On se focalise vraiment sur cette tradition historiographique ou tradition de la pensée qui veut qu'il y ait eu le communisme, le nazisme, et le reste. Et donc on a tendance à être attiré par ces comparaisons.

Yves Cohen: Le comparatisme, en général, on s'en sert pour prendre un peu de distance par rapport à des lieux dans lesquels on se sent trop immergé. Si l'on considère le XXe siècle, le communisme - et c'est une façon de le comparer avec d'autres formes politiques - a comporté une volonté de gouvernement scientifique. Si tant d'espoir s'est fiché dans le communisme, c'est en partie à cause de ça: ce devait être un gouvernement de la justice, un gouvernement du droit, mais c'était aussi l'idée d'un gouvernement rationnel. Or il n'y a pas que le communisme qui a été l'incarnation d'un gouvernement par la rationalité, il y en a eu d'autres formes. On peut étudier comment différentes formes de rationalité gouvernementale se sont incarnées dans ce siècle, et en particulier sur le plan industriel, par exemple l'idée de l'organisation systématique, scientifique du travail, de la planification qui a été largement développée dans les pays à gouvernement libéral. Bien des choses sont relativement proches dans le gouvernement de l'entreprise de ce qu'on pourrait dire des efforts pour gouverner rationnellement un pays, comme dans les gouvernements communistes. Mais rationalité ne veut pas forcément dire douceur et générosité, ni même justice et, par exemple, Foucault parlait, à propos du nazisme, d'une rationalité de l'abominable. Le gouvernement rationnel et le gouvernement de la justice, ce n'est pas la même chose. Mais leur rapprochement dans le communisme est l'une des idées qui permettent d'élargir une comparaison et d'établir des outils pour comprendre ce qui s'est passé durant ce siècle. A part ça, si on prend de ce point de vue l'histoire du communisme lui-même, on peut dire que le communisme soviétique a été un mode de gouvernement qui se donnait une vocation mondiale, qui a dirigé un mouvement communiste international, et du coup il n'est pas simplement pensable seulement dans le cadre de l'Union Soviétique. Il faut le penser dans un cadre international comme comme d'ailleurs le pensaient les acteurs et jusqu'à Staline lui-même qui gouvernait exactement de la même manière le Komintern et le district de Rostov-sur-le Don. A part ça, si l'on reprend le problème de la violence, ce qui

prend forme en URSS et dans les pays satellites dans tous les héritiers de la Tchéka (GPU, NKVD, MVD et KGB) n'a pas la même forme en Chine ou au Vietnam où l'armée joue un rôle politique et de répression considérable. L'organisation même du pouvoir, du gouvernement et de la gestion du social est différente. Il n'y a donc sans doute pas un modèle unique pour l'ensemble des communismes, mais un modèle soviétique, assurément, qui ne contamine pas toutes les autres formes.


Alain Blum: Le communisme d'Europe de l'Est, ou le communisme soviétique d'après 1960 est un communisme totalement conservateur, qui n'a plus grand chose à voir avec l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline... il n'y a pas plus conservateur que le communisme d'Europe de l'Est ou le pouvoir soviétique brejnévien. Il faut bien entendu comprendre Brejnev dans la suite de l'histoire soviétique, le comprendre comme la conséquence de toute la déstructuration qui a eu lieu sous Lénine et Staline; mais son conservatisme est fondamentalement différent. Il est encore plus difficile de dire cela pour les pays d'Europe de l'Est où le communisme est importé, et finalement prendre comme cadre, globalement, l'Europe de l'Est et l'URSS pendant toute leur histoire politique communiste me paraît difficile; il y a quelques points communs bien entendu, une base idéologique proclamée commune; l'étrangeté de la forme de pouvoir non démocratique qui les organisent. Mais on peut s'arrêter là.

Nicolas Werth: Les difficultés de la comparaison expliquent qu'en fin de compte elle n'a pas été faite, si ce n'est sous la forme d'un emballage idéologique, s'en tenant à la répression comme dans le *Livre noir*, et je pense qu'il est extrêmement difficile de faire une comparaison de grande ampleur. Il y a des choses à faire: par exemple, comparer les mécanismes famine-Grande Terreur en URSS avec les mécanismes Grand Bond en Avant-Révolution Culturelle en Chine, là il y a des choses à creuser et je pense que cela peut être valable et important. Je suis tout à fait d'accord avec Yves Cohen lorsqu'il dit qu'il y a quand même cette dimension du communisme international, là je dirais que ce n'est pas une question de comparaison mais plutôt un objet en soi, un sujet passionnant d'étude, mais ce n'est pas non plus ce qui est fait dans le livre, c'est un autre sujet. On peut faire des comparaisons terme à terme, partielles, sur certains thèmes, mais une comparaison globale, surtout lorsqu'il s'agit de mettre le communisme dans l'opposition et un régime communiste au pouvoir, en action, sur le même plan, c'est une aberration.

Yves Cohen: Je pense que deux préalables devraient être respectés avant d'aborder cette question de la comparaison nazisme-communisme. Le premier serait d'identifier clairement en quoi ils ne sont pas comparables: le communisme a été l'incarnation d'un espoir mondial en un gouvernement à la fois juste et rationnel, et il est d'abord

et avant tout cette faillite majeure-là, la faillite d'un gouvernement qui se donne ce programme. Evidemment, ceci n'a rien à voir avec ce qu'a été le nazisme. Celui-ci, de son côté, a connu une focalisation sur l'extermination des Juifs et d'autres peuples, unique dans l'histoire. Si la comparaison est utilisée pour éliminer cette dimension-là, alors c'est tragique de vouloir la faire. Le deuxième préalable consisterait à inclure cette comparaison-là dans toute une série d'autres comparaisons entre formes de gouvernement sous le libéralisme, formes de gouvernement communistes, avec le colonialisme bien sûr. La comparaison avec le nazisme peut alors trouver sa place et je pense qu'il le faut parce qu'elle est inévitable. Elle appartient au débat public, dans la pensée que chacun peut avoir de l'histoire du XXe siècle. Mais on a déjà beaucoup écrit là-dessus, et dernièrement autour de la venue en France de Ian Kershaw après la publication de son livre sur Hitler (Ian Kershaw, *Hitler*. Essai sur le charisme en politique, Paris, Gallimard, 1995, 240 pp.). Il existe un excellent livre comparatif de cet historien du nazisme avec Moshe Lewin, historien du communisme soviétique (Ian Kershaw et Moshe Lewin, dir., *Stalinism and Nazism. Dictatorships in Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 369 pp.) Un autre livre, qui fait suite à un colloque de l'Institut d'Histoire du Temps présent va paraître bientôt en France. Je pense que cette comparaison est inévitable, à cause de ce degré de violence terrifiant qu'ont atteint ces régimes.

Le totalitarisme: une notion pertinente ?

 En tant qu'historiens, le concept de totalitarisme est-il opératoire et si oui, dans quelle mesure ?

Nicolas Werth: D'abord, Arendt traçait des frontières chronologiques assez nettes: pour elle, octobre 1917 n'était pas inclus dans l'expérience totalitaire. Elle s'arrêtait en 1953. Sur la validité du concept, il reste des désaccords. Il y a des historiens comme Ian Kershaw ("Retour sur le totalitarisme. Le nazisme et le stalinisme dans une perspective comparative." *Esprit*, 1996, N° 1-2, pp. 101-121) pour lesquels le totalitarisme est un concept faiblement opératoire. C'est un concept «statique» qui décrit plus qu'il n'explique, et ne permet guère de comprendre la genèse des phénomènes. Le débat reste ouvert. On peut, en effet, considérer que le concept de totalitarisme est plus descriptif qu'explicatif, mais dans la mesure où on n'a rien trouvé d'autre, laissons les mots en paix. Le concept n'est peut-être pas très satisfaisant, mais il est là, il existe, prenons-le, par exemple, comme le disait Marc Bloch à propos de «société féodale»: «A condition de traiter cette expression simplement comme l'étiquette, désormais consacrée, d'un contenu qui reste à définir, l'historien peut s'en emparer sans plus de remords que le physicien n'en éprouve, lorsqu'au mépris du grec il persiste à dénommer atome une réalité

qu'il passe son temps à découper...». Je pense qu'on en est un peu là avec le concept de totalitarisme, ma religion n'est pas encore faite. Je me souviens de ce que disait Alain il y a quelques temps dans un débat, je pense qu'aujourd'hui pour l'histoire de l'URSS il est temps de mettre entre parenthèses pour l'instant ce concept, sinon on ne va pas progresser. On a la chance de vivre à une époque où on n'a plus besoin pour l'instant de se battre autour d'un certain nombre de mots, de concepts, peut-être que dans vingt ans, on reviendra à la question, mais...

Alain Blum: Je suis assez d'accord, je ne suis ni pour, ni contre, mais j'ai l'impression qu'actuellement on a plutôt tendance à coincer le débat dans un cadre assez étroit et à renvoyer aux vieux débats, fondés sur une vision très grossière du système, un modèle explicatif trop large. Le travail de l'historien aujourd'hui n'est pas celui-là, et je ne pense pas qu'il soit encore temps de reconstruire un «modèle totalitaire». On est aujourd'hui, effectivement grâce à ce concept, forcé de comparer nazisme et stalinisme. Cela est utile, mais si on se limite à dire: ces régimes sont-ils totalitaires ou non, on n'avance guère. Hannah Arendt a décrit avec une finesse et une perspicacité remarquables ce cadre théorique, et, depuis, j'ai le sentiment que le débat ne va pas plus loin; or les historiens vont beaucoup plus loin; il est alors important de les aider à mettre entre parenthèses (et non à abandonner) ce débat. D'autre part, la question du comparatisme est pertinente si l'on pose bien les termes de la comparaison. Peut-on comparer directement communisme et colonialisme, je n'en suis pas certain. En revanche on doit à l'évidence comparer constitution de l'URSS en tant qu'Empire, et colonialisme, comparer la manière dont se constituent les grands empires. Si l'on s'intéresse maintenant aux formes violentes des pouvoirs politiques, la comparaison doit porter sur le nazisme et les communismes; si l'on s'intéresse à l'idéologie, alors c'est évident qu'il faut comparer les différents communismes. On ne peut pas comparer sans savoir à quels aspects, à quelles formes on s'intéresse. Ainsi, plutôt que de comparer nazisme et communisme, on compare nazisme et stalinisme, parce que comparer le communisme en Allemagne de l'Est et le nazisme, le communisme tchèque et le nazisme, me paraît un nonsens. Nazisme et stalinisme cela a un sens parce que ce sont des périodes identiques, des pouvoirs en interaction, ce sont des formes extrêmement violentes. Je ne vois pas en revanche la signification d'une comparaison globale entre nazisme et communisme: il n'y a plus d'histoire derrière tout cela, sauf si on s'intéresse vraiment aux idéologies fondatrices, mais là c'est une autre démarche.

Yves Cohen: Je suis tout à fait d'accord sur nazisme et stalinisme; mais je ne crois pas que si on les compare, ce soit à cause du concept de totalitarisme, c'est l'inverse. Hannah Arendt a bâti ce concept à cause de la stupéfaction qu'elle ressentait à l'issue de la guerre: comment avait-on pu

vivre en même temps des choses pareilles? Elle a édifié la notion de totalitarisme - elle n'a pas inventé le terme, il existait - pour répondre à cet étonnement tragique, terrifié. On a fait beaucoup de progrès depuis en histoire. Le débat historiographique sur l'Union Soviétique a en grande partie tourné autour de cette notion, c'est-à-dire qu'une première vague d'historiens «totalitaristes» ou «totalitaires» s'est manifestée, suivie d'une grande contestation de ces historiens «totalitaires» au nom de l'histoire sociale. L'acquis de cette dernière histoire est puissant et il n'est, d'ailleurs, pas remis en cause par les nouvelles découvertes d'archives. Effectivement l'Etat soviétique n'a cessé de chercher à se renforcer, parce qu'il était héritier d'un Etat tsariste faible, et il n'a jamais été capable de contrôler l'ensemble de la société. Donc la société elle-même n'a jamais été véritablement totalitaire, et c'est probablement le cas aussi dans les pays de l'Est. Simplement ce qu'on peut voir aussi, et que l'archive donne de plus en plus à voir, l'archive, c'est comment - et cela, c'est mon opinion - il se manifestait une volonté, un désir, un effort de contrôle total. Cela aussi, a une histoire. Cela n'a pas été suffisamment formulé de cette manière: il s'agit d'une histoire immergée dans des pratiques par lesquelles on cherche sans cesse à davantage «visser» le social. Alors, pour moi le terme de totalitarisme servirait volontiers encore et de façon opératoire à décrire cet effort, cette volonté...

■ Cette idéologie en acte...

Yves Cohen: J'essaie de ne pas avoir ce vocabulaire, d'idéologie en acte. On assiste au contraire à un effort et à la construction d'une idéologie qui correspond à cet effort. C'est assez difficile à penser: il y a une relation forte entre, certes, quelque chose comme une idéologie qu'on met en acte mais qui est inséparable d'un acte qu'on idéologise, autour duquel on bâtit une idéologie. Qu'est-ce qui est premier? Qu'est-ce qui est second? Il faut marquer les deux mouvements et leur relation incassable. Mais s'il s'agit de décrire un effort de contrôle du social comme total, donc un peu totalitaire, je ne serais pas hostile à une telle utilisation.

Nicolas Werth: Oui, mais justement c'est là toute la tension, parce que si ce n'est pas clair, c'est qu'il y a eu plusieurs strates d'utilisation de ce concept. Si on le prend dans une dynamique, un mouvement d'effort en acte de l'Etat pour contrôler la société, ça colle parfaitement. Le problème, c'est l'arrivée, c'est de passer à dire que la société a été contrôlée entièrement, a été atomisée. Les études démographiques d'Alain prouvent que malgré les tentatives de l'Etat-Parti de tout contrôler, dans le domaine social, démographique, etc., il n'y est pas arrivé. De nombreuses aires d'autonomie ont subsisté. C'est là tout le problème; je pense qu'Hannah Arendt était consciente de cela, mais d'autres qui l'ont suivie, politologues comme Carl Friedrich ou Z.

Brzezinski, ont eu tendance à voir les choses d'une manière plus statique, à considérer que l'Etat-Parti était arrivé à ses fins. Il y a plusieurs acceptions du concept de totalitarisme, des plus dynamiques aux plus statiques....

Le débat sur «Le Livre noir du communisme»

Il y a, à l'évidence, une spécificité du débat français au niveau public, politique, idéologique. Existe-t-elle aussi au niveau historiographique?

Nicolas Werth: On ne peut pas dire qu'en France il y ait un débat historiographique spécifique. En revanche il y a une disproportion flagrante, inversement proportionnelle avec le débat public. Le débat public me semble totalement décalé par rapport au débat scientifique.

Alain Blum: Là-dessus je trouve que la comparaison qui a été faite avec l'*Historikerstreit*, c'est-à-dire le débat nazisme-communisme qui a eu lieu il y a quinze ans entre Nolte et d'autres historiens est intéressante, parce qu'en Allemagne il y a eu conjointement un débat public et un débat entre historiens. Ce débat a été rendu public; c'est d'abord un débat entre historiens qui a ensuite été relayé par la presse. En France, on perçoit au contraire une déconnection, très regrettable, entre débat public et débat entre historiens.

Yves Cohen: Il me semble qu'en France la nature de ce débat tient à l'histoire du communisme, et des formes du communisme en France, et dès lors, le débat sur le *Livre noir* est une des formes du débat sur le communisme, sur la présence du communisme dans le débat politique français, sur son propre débat sur lui-même d'ailleurs. Deux choses sont présentes dans ce livre: à la fois une exploration de la violence du communisme, de la répression, des crimes, et l'enveloppe par Courtois, qui prend cette histoire-là dans une comparaison non historique, entre nazisme et

communisme. Quelle est la validité historique de la comparaison brute entre des chiffres totaux de victimes? Cette comparaison n'ajoute rien à la condamnation du communisme. Aussi peu historique est cette idée que le communisme doit donner lieu à une espèce de jugement de Nuremberg. Le nom même de communisme ne signifie depuis longtemps plus rien d'autre que ce pouvoir de bandes qui ont assis leur puissance sur une violence terrible contre les peuples au nom du bonheur mondial. Le succès public du bouquin et du débat tient à ces deux choses à la fois, à la visée générale du livre et à cet encadrement par Courtois. Si celui-ci n'avait pas été comme il est, le débat aurait peut-être été moins brutal, mais il aurait eu la même ampleur et la même portée dans le débat sur le communisme. Je pense qu'il était bon de considérer l'histoire du communisme sous l'angle de sa violence. Ca n'a pas été très bien fait, pratiquement seule la contribution de Nicolas Werth est une vraie contribution d'histoire de première main, on ne trouve pas l'esquisse d'une vraie comparaison, etc.

Il y a dans le *Livre noir* trois registres de discours complètement différents: un travail historique, celui de Werth, un discours journalistique, par exemple sur l'Amérique latine, et un emballage idéologique - celui de Courtois. Cela pose le problème: quelles sont les passerelles légitimes entre travaux, débats d'historiens et débat public, idéologique? Car, même si l'affaire du *Livre noir* est un contre-exemple, il en faut tout de même.

Alain Blum: Entre historiens, le passage se fait à travers la lecture des travaux des autres, et nous intégrons à notre propre travail des questions comparatives qui sont posées par d'autres. Il peut se faire de façon forcée, dans la mesure où l'historien a tendance à s'enfermer dans son propre domaine, mais il se fait réellement. Cela implique un travail de confrontation, dans des séminaires, autour d'une conférence (le livre de Kershaw-Lewin: Ian Kershaw et Moshe Lewin, *Stalinism and Nazism - Dictatorships in Comparison*, Cambridge University Press, 1997, en est un bon exemple), au cours d'une discussion ouverte, sur ces questions, et non pas simplement par rassemblement de contributions, ce qui est le cas du *Livre noir*. Au niveau public, ce n'est pas aux historiens de fournir une clé *a priori*, qui enferme le débat, comme l'a fait Courtois. Ce dernier a donné la clé du débat public, or il me semble que si l'on veut un véritable débat public ce n'est pas à l'historien de donner la clé tout de suite, au risque de l'enfermer dès l'origine dans un cadre bien défini. C'est à ceux qui sont intéressés de proposer des clés, des confrontations, de poser des questions; là, trop de questions sont posées par une seule et même personne, l'historien. M

